

Le budget—M. Mayer

Au cours des quelques minutes qui me restent, monsieur le Président, je veux parler de l'agriculture, car c'est un secteur important de l'économie canadienne. Je vais citer des données à l'appui de cette assertion. Le sixième de l'activité économique canadienne découle des différents secteurs agricoles, qui emploient 18 p. 100 de notre population active. Plus précisément, un peu plus de 4 p. 100 des Canadiens s'adonnent directement à l'agriculture. Autrement dit, les agriculteurs canadiens sont devenus très efficaces depuis quelques années.

Dans neuf provinces sur dix, l'agriculture est parmi les trois secteurs qui contribuent le plus au produit provincial brut. En 1982, dernière année pour laquelle des données complètes existent, les exportations agricoles se sont établies à environ 9 milliards et demi de dollars, dont plus de 6 milliards proviennent de la vente de céréales. Au Canada, au moins la moitié de chaque dollar de revenu agricole vient de l'exportation. Dans les provinces des Prairies, quelque 60 p. 100 des céréales récoltées sont exportées.

Si l'on veut particulariser davantage, on peut parler de la Saskatchewan seulement. Dans cette province, près de 80 p. 100 du revenu agricole provient des récoltes commerciales, dont la plupart sont exportées. Pour quelqu'un qui comprend un peu les chiffres, monsieur le Président, cela signifie que l'agriculture est un secteur très important de l'économie. Pourtant, l'exposé budgétaire ne contient presque rien d'intéressant pour l'agriculture. Je me demande pourquoi. Est-ce parce que le ministre de l'Agriculture ne comprend pas la situation, qu'il y est indifférent ou qu'il manque d'influence au sein du cabinet? Le fait est qu'il n'y a rien de susceptible d'aider l'agriculture dans l'exposé budgétaire. Cela ne veut pas dire que les agriculteurs n'ont pas de problèmes. Essentiellement, ils ont les mêmes problèmes économiques que n'importe quel autre secteur de notre économie.

• (1115)

Je voudrais donner encore un exemple qui inquiète un grand nombre d'entre nous. Depuis l'été dernier, l'agriculture a été touchée par une importante initiative de portée économique. Je veux parler du projet de loi C-155 plus souvent appelé le projet de loi du Corbeau. Pourtant, c'est surtout le ministère des Transports qui a parrainé cette mesure. Le ministère de l'Agriculture n'a pas eu grand-chose à dire à ce sujet. Cela est difficile à croire vu l'importance de ce projet de loi pour l'agriculture canadienne.

Je vois l'ancien ministre des Transports faire signe que non. Je dois dire que je ne suis pas d'accord avec lui. J'ai assisté aux réunions du comité tout l'été. Je pense avoir manqué deux ou trois des 66 séances tenues par le comité. Autant que j'ai pu m'en rendre compte, les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ont eu très peu à voir avec cette mesure. Selon moi, cela est regrettable parce que le projet de loi C-155 va avoir des conséquences graves sur l'agriculture. Il s'agit là en réalité d'une initiative d'ordre agricole. On pourrait même dire, monsieur le Président, que le projet de loi aurait pu être parrainé à la Chambre par le ministre de l'Agriculture. Pourtant, comme ceux qui ont assisté aux réunions du comité s'en sont rendu compte, le ministère de l'Agriculture a joué un rôle très secondaire dans l'élaboration du projet de loi. C'est vraiment malheureux.

M. Pepin: Il y a une différence entre l'élaboration d'un projet de loi et son étude à la Chambre et aux comités.

M. Mayer: Je voudrais faire valoir certaines des choses que le gouvernement aurait pu proposer dans le budget et qui n'auraient pas coûté tellement cher. Le gouvernement aime bien critiquer l'opposition et dire que nous voulons élargir le cadre des programmes gouvernementaux tout en réduisant le déficit. C'est parfois vrai. Je voudrais cependant mentionner certaines choses que le gouvernement aurait pu faire sans que cela coûte grand-chose au Trésor public et, dans certains cas, sans que cela coûte quoi que ce soit.

Avant de procéder, je voudrais dire une chose. Le gouvernement critique l'opposition disant que, pour réduire les dépenses, nous sabrerions les programmes sociaux. Ce n'est pas vrai du tout. L'un des meilleurs programmes sociaux qu'on peut avoir au Canada consiste dans le simple fait d'avoir de l'emploi. Ceux qui ont de l'emploi n'ont pas besoin d'un grand nombre de mesures sociales. D'après ce que je connais de ceux qui n'ont pas la chance d'avoir de l'emploi, je suis convaincu qu'ils aimeraient beaucoup mieux travailler que compter sur l'aide sociale des gouvernements. Toute mesure que le gouvernement peut prendre pour créer des emplois au Canada réduit la nécessité de mesures sociales. Si jamais nous avons la chance d'accéder au pouvoir, monsieur le Président, l'une des premières choses sur lesquelles nous insisterons sera la création d'emplois. L'une des meilleures façons de réduire le besoin d'aide sociale au Canada consiste à procurer du travail aux Canadiens.

Je voudrais maintenant revenir sur ce que le gouvernement aurait pu faire à propos de l'agriculture. J'ai déjà dit qu'une bonne partie du revenu agricole au Canada provenait de l'exportation. Cela veut dire que, pour être concurrentiel, le Canada doit avoir des prix qui se rapprochent beaucoup de ceux des États-Unis, qui sont notre concurrent le plus important. Ce pays est notre voisin et notre allié, mais c'est aussi notre concurrent pour la vente de produits agricoles sur les marchés mondiaux. Cela fait près de six ans qu'on ne peut pas importer de produits chimiques agricoles. Je crois savoir qu'il y a un grand écart de prix entre les produits chimiques agricoles aux États-Unis et au Canada.

Le gouvernement aurait pu songer à ouvrir les frontières pour que les agriculteurs du Canada aient accès à des produits chimiques moins coûteux. On ne peut pas le faire maintenant au printemps parce que beaucoup de fournisseurs se sont déjà consitués des stocks de produits chimiques agricoles plus chers que les produits américains équivalents. Cependant, il y a une période de l'année—à l'automne ou au tout début de l'année, à mon avis—où le gouvernement pourrait envisager d'ouvrir les frontières sans que cela n'occasionne la moindre dépense. On me dit que les frontières ont d'abord été fermées pour permettre aux fabricants et fournisseurs canadiens de se préparer à concurrencer les fournisseurs étrangers. Six ans devraient certes suffire. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des commerçants en produits chimiques utilisés dans l'agriculture. Ils conviennent que cela arrangerait tout le monde si l'on pouvait ouvrir à nouveau les frontières aux produits chimiques utilisés en agriculture.

• (1120)

Permettez-moi de dire un mot au sujet du carburant agricole, car on s'est beaucoup plaint de son coût élevé. Même s'il est difficile d'être exact là-dessus, on peut dire que la taxe